

ARRÊTÉ

Service : Prévention et tranquillité publique 2023

Références : E.L.

N° 337 - 2023

Objet : AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – STATIONNEMENTS DEVANT LE 1 ET 3 RUE DU STADE – LE JEUDI 31 AOUT 2023 – DE 08H00 A 10H00.

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-127 du 13/12/2021 portant sur l'adoption du règlement des occupations du domaine public et l'extension des domaines concernés ;

Vu la décision municipale n°2022-93 du 21/12/2023 concernant l'approbation de la tarification des occupations du domaine public ;

Considérant la demande de la société **NOVOCLIM** localisée 10 rue Amédée Bollée 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE, qui souhaite occuper temporairement le domaine public **afin d'assurer un espace de manœuvre pour une grue de l'entreprise MEDIACO effectuant une livraison à l'arrière du 14 boulevard de la Libération ;**

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières ;

arrête

Article 1 : Le jeudi 31 aout 2023 entre 08h00 et 10h00, la société **NOVOCLIM** et la société **MEDIACO** seront autorisées à neutraliser 2 places de stationnement devant le 1 et le 3 rue du Stade afin d'assurer un espace de manœuvre suffisant pour une grue effectuant une livraison à l'arrière du 14 boulevard de la Libération.

Article 2 : Cette occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance qui est fixée par décision municipale.

➤ Le montant exigible est calculé au prorata temporis :

Pour l'occupation de places de stationnement :

- Tarif d'occupation: **6 € par jour et par place**
- Occupation autorisée : **2 places neutralisées**
- Durée : **1 jour**
- Redevance : **6 x 2 x 1 = 12 €**

➤ L'autorisation ainsi consentie donnera lieu au paiement des droits d'occupation du domaine public payables à la Trésorerie Municipale, après appel à paiement.

Article 3 : Les sociétés **NOVOCLIM** et **MEDIACO** devront prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers. L'accès aux propriétés riveraines sera maintenu durant la durée du chantier.

Article 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par les sociétés **NOVOCLIM** et **MEDIACO** chargées des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 Novembre 1992 et le **présent arrêté devra être affiché aux extrémités du chantier au moins 48 heures avant le début des travaux.** L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires afin de maintenir l'ensemble de son chantier en état constant de propreté.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux règlements en vigueur. Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées par les travaux est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 paragraphe II 10° du Code de la route.

Article 6 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait pourra intervenir sur décision de l'autorité municipale, à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou en cas de manquement aux obligations prévues par cet arrêté.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Couëron et les agents de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



À Couëron, le 11 août 2023

Carole Grelaud
Maire

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télécours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du 11/08/2023 au 11/10/2023